

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Biocombustibles-Un-second-ras-de-maree-neoliberal-pour-l-Amerique-latine-et-le-monde>

« Biocombustibles » : Un second ras de marée néolibéral pour l'Amérique latine et le monde.

- Notre Amérique -
Date de mise en ligne : vendredi 23 février 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Avec la crise de la dette externe, on a imposé en Amérique latine le modèle néolibéral qui, dans les années 90 a eu avec les privatisations -qui ont démontées les états nationaux- l'une de leurs axes le plus éloquent. A cette politique, poussée par les organismes financiers internationaux et mise en oeuvre par les élites locales aux ordres, ont résisté les mouvements sociaux avec plus au moins de succès. Une bonne partie des mesures d'ajustements néolibérales ont atteint leurs objectifs, mais le coût politique et social de ces politiques n'a pas été moindre.

Au fur et à mesure qu'elles ont été imposées, les politiques néolibérales ont laissé dans leur sillage des soulèvements populaires dont le précurseur fut le « Caracazo » de février de 1989 [1]. Presque deux décennies plus tard, la mobilisation sociale puissante des années 90 est parvenue à délégitimer les défenseurs locaux du modèle déprédateur et à sa place, nous avons un ensemble de gouvernements de gauche et progressistes, de certains avec aux « couleurs » de la continuité et d'autres qui cherchent sérieusement des sorties de longue durée. En somme, la carte politique de la région a changé et les mouvements sociaux y ont joué un rôle significatif.

Toutefois, après la crise mondiale des années 1998-2002, une nouvelle vague d'oppression néolibérale avance sur le continent. Il ne s'agit déjà plus de privatisations, ni du démontage des états, mais de quelque chose d'un peu plus complexe. Certainement, la dette externe n'est plus au centre du débat mais du rôle du continent dans les stratégies d'accumulation de capital. Dans les grandes lignes, nous observons d'une part de lourds investissements dans l'industrie minière, l'expansion des cultures de soja transgénique et, plus récemment, nous voyons comment quelques pays clef comme le Brésil qui luttent pour se positionner comme de grands exportateurs de biocombustibles. Il s'agit d'une ré-primarisation des exportations après une crise qui a laissée en très mauvais état le vulnérable appareil industriel régional.

La région dans son ensemble tend à se transformer en fournisseur de *commodities* [matières premières] au monde en développement, tant pour les Etats-Unis et l'Europe que pour les pays asiatiques émergents [Chine, etc.]. Quelques analystes estiment même que le Mercosur, où il y a quelques décennies fleurissait une industrie prometteuse, tend à se transformer en "une république du soja" transfrontière qui s'approche d'une production de 100 millions de tonnes soit presque 70% des exportations mondiales de soja transgénique. Les impacts sociaux et environnementaux sont plus qu'évidents. Au Brésil le soja est la principale cause de la déforestation de l'Amazonie et en Argentine et au Paraguay il a provoqué l'expulsion en masse de petits et moyens producteurs [Sans parler du désastre chez les indiens. El Correo].

Selon Jorge Rulli, du [Groupe de Réflexion Rurale de l'Argentine](#) (GRR), trois grands modèles coexistent dans leur pays et dans le continent : l'industrie minière à ciel ouvert dans les régions de la Cordillère des Andes, le soja et le maïs transgénique, et la pâte de cellulose (fabrication du papier). Les trois ont des répercussions gravissimes sur les populations mais aucune de ces industries sont destinées au marché intérieur mais à approvisionner les besoins de la production industrielle et le fourrage qu'exigent les zones et les pays où existe le plus dense développement économique, ou est l'accumulation de capital.

Ce triple modèle a maintenant de nouveaux objectifs liés aux biocombustibles, donc aux besoins des grandes puissances, en particulier des Etats-Unis, de diversifier leur schéma énergétique pour diminuer la dépendance du pétrole. L'expansion des cultures transgéniques, l'installation de nouvelles et de plus grandes usines de cellulose et la croissance exponentielle des cultures de canne de sucre au Brésil, numéro un mondial dans la production de biocombustibles, sont un des principaux paris des gouvernements de Néstor Kirchner, Tabaré Vázquez et Luiz Inacio Lula da Silva, entre autres.

Avec les nouveaux gouvernements progressistes, et en dépit d'efforts comme celui développé par le Brésil pour promouvoir le commerce Sud-sud, ce « modèle » d'exportation non seulement n'a pas été modifié mais se trouve en régression. Les exportations de produits primaires [Modèle imposé par l'Europe pré et industrielle du XIX Siècle

jusqu'à nos jours, y compris des Etats-Unis au début XXème Siècle. El Correo] continuent à croître et les Etats-Unis sont consolidés comme le principal marché dans bon nombre de cas. En parallèle, les efforts pour accélérer et approfondir l'intégration régionale qu'ils sont menés après l'heureux échec de l'ALCA au sommet de Mar del Plata (Argentine) en novembre 2005, ne paraissent pas suffisants devant l'avance impétueuse de cette seconde vague néolibérale.

Le prochain voyage de George W. Bush au Brésil et en Uruguay paraît être lié étroitement à la question des biocombustibles. Au cas probable où les Etats-Unis décident de lever l'interdiction à l'importation de biocombustibles brésiliens, ce pays va voir se développer de façon énorme les cultures de canne de sucre et l'investissement privé étranger dans les 77 usines prévues jusqu'en 2012.

Le Brésil produit la moitié des biocombustibles du monde. L'ingénieur chimique brésilien Expedito Parente, propriétaire du premier brevet enregistré pour produire du biodiesel, vient de déclarer : "Nous avons 80 millions d'hectares en Amazonie qu'ils vont nous transformer en l'Arabie Saoudite du biodiesel". La cellulose, une autre des sources de biocombustibles, dont l'Uruguay peut parvenir à être un grand producteur, sera presque avec sécurité un des sujets dont Bush va parler avec Vázquez.

Contrairement à la première vague privatisatrice néolibérale des années 90, contrôlée par des gouvernements conservateurs, l'actuelle est propulsée par les nouveaux gouvernements progressistes. Si par la persistance et colère des mouvements sociaux ont fait résistance à la première, les rapports de forces actuels rendent beaucoup plus complexe l'opposition au nouveau virage que prend le modèle. Beaucoup de débat, beaucoup études et de recherche et une bonne dose décision et courage politique seront nécessaire pour faire face aux forces complexes qui promeuvent un approfondissement du modèle qui pour beaucoup s'avère encore invisiblement et faiblement compréhensible.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[Alai Amlatina](#). Motevideo, le 22 febrero 2007.-

Post-scriptum :

Nota :

[1] Le « Caracazo », est l'ensemble de manifestations et d'émeutes survenues le 27 février 1989, la capitale du Venezuela, et dans les villes alentours. Ces émeutes, les pires de l'histoire du Venezuela, commencent à Guarenas, à trente km. à l'est de Caracas, le matin du 27 février 1989. Elles gagnent rapidement la capitale et d'autres villes du pays. L'après-midi, des troubles éclatent dans tous les quartiers de Caracas, les commerces ferment et les transports en commun s'arrêtent. Les jours suivants, les médias montrent les images de pillage et les dommages causés. Pendant des mois, on discute pour éclaircir les raisons de révoltes si violentes au Venezuela. Dépassé par les pillages, le gouvernement déclare l'état d'urgence, plaça la ville sous la loi martiale, et l'armée écrase la révolte avec une violence inouïe. La répression est particulièrement féroce dans les *cerros*, les banlieues pauvres de la capitale. Le bilan officiel avança le chiffre de 279 morts ; mais par la suite, on découvrit des charniers où le gouvernement avait fait enterrer des civils, non-comptabilisés dans le premier bilan. Des bilans non-officiels vont jusqu'à 3000 morts. L'Assemblée nationale suspend les droits constitutionnels, et pendant plusieurs jours, la ville est plongée dans le chaos, avec restrictions alimentaires, militarisation, et la persécution et le meurtre de civils innocents.